THE BRIDGE TANK

OBSERVATOIRE INDUSTRIEL DES ÉMERGENTS

Décryptages Émergents

N°8 , Février 2017

Sommaire

POINT DE VUE SUR… L'investissement chinois

Analyser au-delà des apparences p. 2

Revue de presse p. 5

ZOOM SUR … Le stockage des énergies vertes au sud

Faisceaux de signaux faibles pour tendances émergentes p. 6

En bref p. 8

ACTUS ET AGENDA

La voix du Bridge Tank p. 9

La Chine, une nouvelle force d'investissement régional et mondial

Par Wang Xieshu et Fanny Costes

En 2016, beaucoup se sont inquiétés (ou satisfaits) du ralentissement tempéré de la croissance chinoise en 2015. Réactions dont nous déplorions déjà le manque de recul et d'analyse dans le premier volet de nos décryptages émergents. Joël Ruet y soulignait que ce ralentissement pourrait en réalité marquer « *un changement de stratégie d'un pays qui misait sur le court terme dans le passé et parierait aujourd'hui sur la pérennité de sa puissance à travers des investissements de long terme, y compris à l'international* ». Il estimait qu'elle serait ainsi en mesure de « *valoriser son capital de manière plus stratégique que dans les surcapacités passées de production à faible valeur ajoutée* ».

Le lancement par la Chine de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), et ses premiers mois d'existence, ne font que confirmer ce tournant. Officiellement établie il y a un an, en décembre 2015, le premier bilan de la BAII dit l'intérêt global qu'elle suscite, et les enjeux qu'elle traduit pour l'émergence et pour le développement durable. Elle sonne non seulement l'heure d'une donne économique et stratégique chinoise réajustée, celle d'une nouvelle puissance assumée, mais aussi celle d'une restructuration des institutions financières mondiales.

Une structure d'intégration économique régionale

La création et la première année d'existence de la BAII caractérisent d'abord la volonté de la Chine d'améliorer l'environnement économique régional au sens large. Outre quelques pays de la zone asiatique, comme Singapour ou la Malaisie, ses voisins sont loin d'avoir connu son développement et pourraient nuire à ses propres plans de développement futur, en matière d'import et d'export notamment.
C'est ainsi que dès 2013, le Président Xi Jinping a annoncé sa création « *pour soutenir le processus d'interconnexion et d'intégration du développement économique de la région* », en investissant dans les infrastructures. Un objectif rappelé récemment par l'actuel président de la BAII et ex-ministre des Finances chinois, Jin Liqun, lors d'un forum organisé par l'Université de Pékin. Si le rythme de la mondialisation et de l'intégration régionale a ralenti et si une croissance moindre a alimenté le protectionnisme, la BAII favorisera la connectivité régionale et profitera à une croissance « inclusive » en incluant les pays « marginalisés », a-t-il déclaré.

Un message apprécié dans la région où la question des infrastructures est clairement centrale. Dans un rapport de février 2016, le député français Michel Destot rappelle par exemple que « *seuls 31 % de la population cambodgienne et 52 % de la population birmane ont accès à l'électricité. Les infrastructures de transport sont également déficientes, avec 20 % seulement du réseau routier constitué de chaussées revêtues, ce qui limite le développement des autres types d'infrastructures* ». Des besoins qui « *peuvent être estimés entre 100 et 200 milliards de dollars par an au cours des prochaines décennies* ». Ce, sans parler des défauts d'infrastructures constatés en Asie du sud ou en Asie centrale. La Banque mondiale estimait ainsi dès 2010, que 8 000 milliards de dollars seraient nécessaires d'ici 2020 pour les seules infrastructures en Asie.
En fonctionnement réel depuis janvier 2016, la BAII a déjà confirmé sa vocation régionale. En juin, puis septembre, elle a approuvé ses six premiers prêts pour un total de 829 millions de dollars. Elle finance

ainsi un programme d'amélioration de l'habitat en Indonésie, la construction d'une route et le projet Tarbela 5 d'hydroélectricité au Pakistan, la mise à niveau d'une route au Tadjikistan, un projet d'amélioration de la distribution de l'électricité au Bangladesh, ou encore une centrale électrique au Myanmar.

Mais l'institution financière née d'une volonté chinoise rayonne déjà au-delà de l'Asie. « *La Banque, qui s'identifiait dans un premier temps à une initiative strictement chinoise, s'apparente désormais à une institution plus ouverte et multilatérale* », souligne encore Michel Destot dans son rapport.

Anti-américanisme ou multilatéralisation ?

Pour ses premiers investissements, elle s'est d'ailleurs alliée suivant les projets avec la Banque mondiale, avec la Banque asiatique de développement, ou encore avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.
Déjà ses statuts et ses premiers membres disaient l'ambition internationale de la BAII. Aussi la banque, dotée de 100 milliards de dollars, a-t-elle ouvert son capital à des membres non régionaux à hauteur de 25%, voire 30% à l'avenir, et la Chine a-t-elle accepté de limiter sa part dans le capital à 30%. Surtout, elle a très rapidement attiré à elle les demandes d'adhésion d'Etats répartis sur tout le globe. Et compte aujourd'hui une soixantaine de membres, parmi lesquels des Etats d'Asie bien sûr mais aussi des pays africains, d'Amérique latine, d'Europe ou le Canada.

Le lancement de la BAII a pourtant d'abord suscité des inquiétudes, chez les Américains et les Japonais en particulier, largement leaders dans la gestion de la Banque mondiale d'un côté et de la Banque asiatique d'investissement de l'autre. En avril 2015, Larry Summers, ancien secrétaire du Trésor, déclarait même : « *On se souviendra du mois dernier comme celui du moment où les États-Unis ont perdu leur rôle de garant du système économique mondial* ». Et c'est vrai l'envergure déjà atteinte par la BAII, la part dans le capital prise par des Etats qualifiés d'émergents (29% à la Chine, 8% à L'inde, 6% à la Russie) et l'idée – pas encore réalisée – d'émettre des investissements en yuan ou autres monnaies locales et non en dollars, souligne bien une transformation à l'œuvre dans le concert des institutions financières internationales, celle d'une multipolarisation.

Mais si la BAII peut à certains égards être vue comme un contrepoids à la place des Etats-Unis, elle ne leur ferme pourtant pas ses portes. Quelques jours après l'élection de Donald Trump à la présidence, Jin Liqun a même clairement rejeté tout doute à ce propos : « *Nous ne pouvons pas exclure le nouveau gouvernement des États-Unis qui souscrit à la BAII ou qui indique l'intérêt à adhérer en tant que membre*», a-t-il déclaré le 14 novembre dernier.

Ajoutons que cette multipolarisation ne fait en réalité que refléter la nouvelle donne économique et diplomatique mondiale. Notons par exemple qu'en 2015, la ratification de la réforme du FMI par les Etats-Unis a élevé la Chine au 3e rang des actionnaires du fonds. La Chine vient ainsi clairement assumer son statut de puissance et prendre sa part dans la stabilisation économique mondiale et la relance de la croissance. Une autre preuve de sa nouvelle posture assumée de grande puissance est d'ailleurs venue début septembre avec la ratification de l'accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique. Sans compter la prise de position de Xi Jinping à Davos : *« Nous devons rester attachés au développement du libre-échange et des investissements (transnationaux), et dire non au protectionnisme* », a-t-il déclaré en défenseur d'un environnement mondial ouvert.

Vers un leadership chinois de l'investissement dans les infrastructures

Et la BAII n'est pas seulement un instrument international à vocation régional. Ses premiers développements montrent qu'elle pourrait bientôt étendre ses financements à d'autres parties du monde comme l'Amérique latine ou l'Afrique, et confirmer le pari fait par la Chine à l'intérieur comme hors de ses frontières, celui d'investissements largement dirigés vers les infrastructures.

Les projets financés sur les continents africains et américains ces dernières années, comme la récente mise en œuvre de son grand plan « One Belt, One Road » avec un fonds spécifique doté de 40 milliards de dollars, plaçaient déjà la Chine parmi les acteurs majeurs du financement des infrastructures. Avec la BAII, elle confirme son intention d'en assurer le leadership mondial. Les mots de son président, Jin Liqun, s'en font l'écho : « *Il est universellement connu que l'investissement dans les infrastructures est un*

ingrédient très important pour créer de la croissance. La Chine et d'autres économies émergentes d'Asie en sont la preuve », a-t-il estimé en novembre dernier.

La voie ouverte par la Chine a d'ailleurs indirectement été saluée par la Banque mondiale en octobre, lors d'un sommet sur la finance organisé à Singapour. L'investissement dans les infrastructures pourrait devenir « *le nouveau vecteur de croissance et de globalisation, et fournir de nouveaux flux* », a ainsi avancé Joaquim Levy, directeur général et chef de la direction financière de la Banque mondiale. Ce d'autant que l'engagement commun de plus de 190 Etats à lutter contre le changement climatique invite à concevoir et ériger des infrastructures bas-carbone et/ou résistantes aux chocs climatiques.

Ajoutons que le besoin d'infrastructures pour une croissance nouvelle et durable se concentre largement dans les Etats en développement. A cet égard, la BAII, adossée à la banque des BRICS lancée il y a deux ans, pourrait encore renforcer les liens privilégiés tissés avec les pays émergents mais aussi d'Afrique où elle continue de pousser ses pions.

Le président de la BAII a d'ailleurs récemment indiqué que son institution commencera bientôt à financer des projets en Afrique. *« Nous nous attendons à entamer nos activités en Afrique dans un avenir proche et à coopérer sur le continent avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)*», a-t-il déclaré en marge de la célébration du 50e anniversaire de l'ONUDI.

Déjà en juin, lors de la réunion annuelle de la BAII, le vice-Premier ministre chinois, Zhang Gaoli a souligné que « *la BAII appartient à tous ses membres, et vise à promouvoir le développement commun de la région et du monde* ». Et estimait que l'institution permettait aux marchés émergents et aux pays en voie de développement d'avoir plus de poids dans la gouvernance économique mondiale. Avant d'appeler à un nouveau partenariat « global et fort » entre les institutions mondiales et à tirer profit du développement de la Chine.

Engagée dans l'investissement pour les infrastructures via la BAII, le fonds pour la nouvelle route de la soie ou la Banque des BRICS (NDB), la Chine fait certainement valoir ses intérêts nationaux, mais surtout elle se mue peu à peu en moteur mondial de l'émergence.

Revue de presse

Avec « Ajira », le Kenya veut créer un million d'emplois dans le numérique

Le gouvernement kényan veut résoudre le problème de l'emploi des jeunes. Il vient de lancer un programme de formation des jeunes aux compétences numériques. Il s'agit du vaste programme dénommé Ajira (emploi en swahili). L'idée est de créer un million d'emplois dans le numérique pour des jeunes Kenyans qui seront des free-lancers en ligne d'ici quelques mois. www.goo.gl/Mdd2Az

CE QU'EN PENSE THE BRIDGE TANK

En effet, le digital permet de créer des emplois et de promouvoir l'innovation à impact social positif. L'Afrique est le futur nouvel atelier du monde. Elle a donc besoin de développer des écosystèmes d'innovation allant de la promotion de l'industrie à la formation aux nouveaux métiers.

The tech solutions helping to improve livelihoods of African farmers

From fingerprint contracts to alternative insurance scoring, innovative technologies are being used to increase yields and income for smallholders. www.goo.gl/dSd2oG

CE QU'EN PENSE THE BRIDGE TANK

L'avenir des secteurs traditionnels tels que l'agriculture repose sur sa capacité à innover en prenant en considération les spécificités locales. Ainsi, The Bridge Tank met en avant l'importance de la formation du capital humain et social (recherche) en plus des TIC et des nouvelles technologies qui permettent d'allier développement inclusif, lutte contre le changement climatique et croissance économique.

Tweet of The Climate Group

@ClimateGroup

Innovation & bold climate action from #RE100 members drives the cost of renewable power to historic low

CE QU'EN PENSE THE BRIDGE TANK

Le Forum économique mondial de Davos a mis cette année en avant l'importance de l'engagement du secteur privé dans la lutte contre le changement climatique. Nous sommes convaincus que la transition énergétique ne peut aboutir sans la participation de tous les acteurs publics et privés à la mise en œuvre des accords mondiaux. La prochaine étape est celle des régulations nationales et régionales.

Le stockage des énergies vertes au Sud

Dans la longue révolution verte qui attend les Etats, les sud, les pays émergents en première ligne, vont être confrontés au double enjeu de produire plus d'énergie tout en assurant un bilan carbone neutre.

Nous le savons les énergies renouvelables sont donc l'un des outils dont devront se doter les sud. Particulièrement bien pourvus en termes d'ensoleillement, ou de vent pour la Chine et les zones côtières, les questions qui se posent à eux sont donc avant tout d'ordre technologique et financier.

Le déclin très net des coûts de production de kilowattheures photovoltaïques et éoliens, dans lequel la Chine a joué et jouera encore un grand rôle, ou le lancement de groupements d'intérêts à l'image de l'alliance solaire internationale laissent peu de doute sur la propension des pays émergents à déployer une puissance renouvelable décentralisée.

Mais intermittentes par nature, les sources renouvelables ne sauront être pleinement satisfaisantes en termes de réponse à la demande, de stabilité des réseaux, comme de retour sur investissement, sans être couplées à des solutions de stockage.

Le récent développement de projets au Maroc en atteste. Aussi Noor, la plus grande centrale solaire d'Afrique à horizon 2018, s'est-elle basée sur la technologie solaire thermique à concentration. Car elle permet de stocker la chaleur durant deux ou trois heures après le coucher du soleil, et, promettent les ingénieurs, jusqu'à six heures pour Noor II et Noor III aujourd'hui en construction. La centrale pourra ainsi alimenter un million d'habitants durant la soirée, au moment où la demande est maximale.

Autre projet, pilote et franco-marocain cette fois, Demostène a récemment été lancé sur une phase de 18 mois pour tester un système composé de batteries pour le stockage de l'excédent d'énergie et d'onduleurs capables d'assurer la production en cas d'absence momentanée de courant.

L'hydrogène vert, une voie prometteuse peu explorée

Pour l'heure en revanche, l'intérêt pour l'hydrogène dans le stockage de l'énergie renouvelable dans les pays du sud est lui limité. Ses promesses sont pourtant considérables.
Rappelons le procédé à l'œuvre : l'électricité en surplus produite par un panneau solaire ou une éolienne est directement dirigée vers un électrolyseur pour la transformer en hydrogène.
Aujourd'hui, la recherche est bien avancée en Europe ou au Japon pour améliorer les rendements de ces procédés ou stabiliser l'hydrogène, gaz particulièrement volatile.

L'hydrogène vert fait clairement partie des solutions d'avenir : « L'hydrogène, produit à partir de ressources renouvelables, peut apporter une contribution importante à la transition vers un modèle énergétique décarbonaté. Il peut participer à l'optimisation des ressources énergétiques d'un territoire, favoriser l'électromobilité et le recours aux énergies renouvelables », écrit, par exemple, l'Ademe, l'agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, dans un rapport de février 2016. Avis clairement partagé par les leaders des secteurs de l'énergie, du transport et de l'industrie. A Davos, le Bridge Tank a ainsi pu participer au lancement de l'Hydrogen Council pour soutenir le déploiement des solutions hydrogène.

Le rôle de l'hydrogène est ainsi considéré par beaucoup comme indispensable, mais dans un agenda de moyen terme. Pour être réellement utile, il faudra non seulement que les mix énergétiques dépassent les 40 à 50% d'électricité verte mais surtout que le coût des électrolyseurs chute. De ce point de vue, Areva en France a récemment inauguré la première usine d'électrolyseurs du pays.

Aussi si l'Inde, les Etats d'Afrique ou la Chine donnent vraiment une impulsion aux énergies renouvelables doivent-ils considérer toutes les solutions de stockage, à commercer par l'hydrogène. Une fois produit il peut être restitué en électricité, ajouté au gaz naturel dans les réseaux (c'est le power to gas), ou alimenter des piles à combustibles, qui permettent d'ores et déjà d'assurer à un véhicule électrique une autonomie supérieure à 500 km. Nous pensons que les Etats du sud auraient intérêt à nouer des partenariats entre eux et/ou avec les nord pour se doter d'outils technologiques de pointe. L'échelle des installations photovoltaïques ou éoliennes chinoises ou marocaines pourrait par ailleurs permettre de tester des solutions de stockage plus massives, et sans doute contribuer à réduire les coûts pour l'avenir.

En bref

Retour sur les initiatives de la COP 22 :

L'Alliance mondiale pour les technologies vertes lancée par Solar Impulse

"Le vol Solar Impulse a démontré au monde qu'il est possible de repousser les limites de la technologie afin de poser les fondements d'un avenir durable. En exploitant cette technologie et d'autres technologies novatrices, nous pouvons atteindre les Objectifs de développement durable. " a déclaré l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon suite au lancement de l'Alliance mondiale pour les technologies vertes.

Cette alliance a l'ambition de mettre en avant l'importance des technologies vertes au niveau mondial. Elle définit ainsi ces technologies comme étant « *toute solution pratique qui permet de combler le fossé entre l'écologie et l'économie. Ces solutions ne se limitent pas à la production d'énergies renouvelables, mais englobent aussi des systèmes technologiques, des savoir-faire ou des processus qui protègent l'environnement, améliorent la santé, augmentent l'efficacité énergétique ou économisent les ressources naturelles, tout en créant des emplois, en générant des bénéfices et en soutenant la croissance ».*

Pour atteindre cet objectif, L'Alliance, financée par des partenaires tels que Covestro, Solvay et Nestlé Research, ainsi que des donateurs privés, réunit des start-ups, des entreprises, des institutions et des organisations qui produisent ou soutiennent l'utilisation de technologies propres. Les membres de l'alliance devront partager continuellement leurs expériences et créer des synergies afin d'aider les gouvernements, les entreprises et les institutions à atteindre leurs objectifs environnementaux.

La Chine fait de la transition énergétique une priorité

Face au récent pic de pollution qui a paralysé l'activité économique dans plusieurs secteurs, la Chine entame une accélération de l'adoption d'une transition décarbonnée. Le dernier plan quinquennal publié le 5 Janvier 2017 par l'Administration national de l'énergie, démontre en effet cette ambition.

Outre la réduction du charbon dans le mix énergétique, ce plan prévoit de consacrer un investissement supplémentaire de 344 milliards d'euros (2 500 milliards de yuans) aux énergies renouvelables et au nucléaire d'ici 2020. Ceci va permettre réduire la dépendance aux énergies non fossiles et de créer environ 13 millions d'emplois dans le secteur. Cet investissement va également permettre de faire passer la capacité installée des centrales solaires de 43 GW en 2015 à 110 GW, en 2020, tandis que la part du charbon sera ramenée de 62% à moins de 58% sur la même période.

Actus et Agenda

La voix du Bridge Tank

Ce qui a été dit

- *«…L'un des messages forts de la COP22 met en avant l'importance de l'innovation pour la lutte contre le changement climatique. Il existe un secteur qui se développe de plus en plus pour une transition énergétique plus rapide et plus efficace : les technologies de l'information et de la communication (TIC). Les statistiques démontrent que les TIC jouent un rôle essentiel dans la réduction de l'empreinte carbone des entreprises. Ils pourront à termes, permettre une réduction de 20% des émissions de CO2 d'ici 2030…* » Notre regard sur la COP22 de Alessandro Bordoli, Joséphine Glorion et Sophia Semlali », The Bridge Tank
  http://thebridgetank.org/fr/2016/12/05/notre-regard-sur-la-cop22/

- *« L'approche industrielle pour respecter le scénario d'un réchauffement climatique limité a 2 degrès doit absolument se faire de manière « holistique ».*
  Dans le domaine de la mobilité, il est important d'insister sur les ruptures qui vont devoir avoir lieu, et sur l'anticipation et l'innovation nécessaires à la mise en place de ces ruptures : elles seront d'autant plus importantes que la demande de mobilité continue d'augmenter. L'anticipation passe donc par la compréhension et la quantification des besoins en amont, permettant d'appréhender au mieux l'évolution d'une filière industrielle. » Intervention de Catherine Girard, Expert Leader Renault-Nissan, Speaker dans le Side Event organisé pr The Bridge Tank lors de la COP 22 sous le thème de « Structurer les nouveaux marchés liés au changement climatique : les business models sud-sud pour l'après COP22 ». http://thebridgetank.org/wp-content/uploads/2016/12/BT-Restitution-side-event-16-novembre-1-francais-JR-1.pdf?x35077

AGENDA DU BRIDGE TANK

5 Février 2017, Berlin : Workshop on "key policy options for the G20 to supportive inclusive trade and investment" (http://www.ictsd.org/themes/global-economic-governance/events/key-policy-options-for-the-g20-to-support-inclusive)

23 au 25 Février 2017, Bamako : 17ème édition du Forum de Bamako sous le thème : ***« l'Afrique face à la croissance urbaine : les défis et les enjeux».***

28 Février 2017, Berlin : Meeting of the Task Force of Climate Policy and Finance in Berlin : http://doodle.com/poll/3akde5b84577xb4p